

## COMMUNE DE BRIGNANCOURT



### **Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour le zonage d'assainissement de la commune de Brignancourt**

*Article R. 122-17 II du Code de l'Environnement*

*Zones mentionnées aux 1 à 4 de l'article L2224-10 du Code  
Général des Collectivités Territoriales*

### **Dossier provisoire**

01641783 | Décembre 2018 | v1





Bâtiment Octopus  
11 rue Georges Charpak  
77127 Lieusaint

Email : hydratec.lieusaint  
@hydra.setec.fr

T : 01 79 01 51 30  
F : 01 64 13 99 32

Directeur d'affaire : EOM

Responsable d'affaire : CMW

N°affaire : 01641783

Fichier : 41783\_Demande\_Cas-par-cas.docx

Version	Date	Etabli par	Vérifié par	Nb pages	Observations / Visa
v1	Décembre 2018	WRL	CMW	48	

## TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GENERALES.....	7
2	QUESTIONNAIRE.....	9
2.1	Questions générales de contexte.....	9
2.1.1	Caractéristiques des zonages et contexte.....	9
2.1.2	Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées .	13
2.2	Questions spécifiques .....	24
2.2.1	Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées.....	24
2.2.2	Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement .....	26
2.2.3	Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.....	30
2.3	Auto-évaluation (Facultatif).....	31

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Logigramme de gestion des eaux pluviales	11
Figure 2 : Périmètres de protection du captage, définis par l'Arrêté DUP n°2006-357 du 13 avril 2006	14
Figure 3 : Localisation des ZNIEFF (géoportail.gouv.fr)	16
Figure 4 : Enveloppes d'alerte Zone Humide	17
Figure 5 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)	18
Figure 6 : Liste des espèces protégées (Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)	20
Figure 7 : Carte d'alerte du Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (Carmen)	20
Figure 8 : Etat écologique de la Viosne aux stations de Chars et d'Ableiges pour 2012 et 2013 (Source : DRIEE)	22
Figure 9 : Etat chimique de la Viosne aux stations de Chars et d'Ableiges pour 2012 et 2013 (source : DRIEE)	23
Figure 10 : Taux de charge de la STEP (Temps sec)	25
Figure 11 : Diagnostic des risques eaux pluviales sur le territoire de Brignancourt	28
Figure 12 : Catastrophes naturelles recensées sur le territoire	29

## ANNEXES

ANNEXE 1 : PROPOSITION DE ZONAGE DES EAUX USEES .....	35
ANNEXE 2 : PROPOSITION DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES.....	37
ANNEXE 3 : DIAGNOSTICS DES INSTALLATIONS ANC .....	42
ANNEXE 4 : PROJETS DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ANC.....	45

# 1 INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.

La personne publique responsable<sup>1</sup> doit transmettre à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- **une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;**
- **une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;**
- **une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.**

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre les réponses aux questions détaillées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE<sup>2</sup>. Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet.

Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

---

<sup>1</sup> La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCI,...)

<sup>2</sup> Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 5 1. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

- la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;
  - la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;
  - l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;
  - les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;
  - l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).
2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :
- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;
  - le caractère cumulatif des incidences ;
  - la nature transfrontalière des incidences ;
  - les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple)
  - la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;
  - la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
    - de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;
    - d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;
    - de l'exploitation intensive des sols ;
  - les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.



## 2 QUESTIONNAIRE

La gestion du système d'assainissement collectif est assurée en régie directe avec prestations de services. La maintenance est gérée par la société STPE. La commune a transféré la compétence du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) au Syndicat Intercommunal d'Assainissement Autonome (SIAA).

L'étude de schéma directeur d'assainissement en cours de finalisation a permis d'élaborer les zonages eaux usées et eaux pluviales. La présente demande au cas par cas concerne ces derniers.

### 2.1 QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE

#### 2.1.1 Caractéristiques des zonages et contexte

**1) Une démarche de schéma directeur d'assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?**

Le Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) de Brignancourt est en cours de finalisation et a permis d'élaborer un zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales (cf. [annexes](#)).

**2) Est-ce une révision de zonage d'assainissement**

Non.

- Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ?

Sans objet.

- Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision ?

Sans objet.

- Quelle est la date d'approbation du précédent ?

Sans objet.

**3) La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une modification/révision/création d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?**

Non. Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Brignancourt a été approuvé le 4 décembre 2013.

**4) Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale<sup>3</sup> ?**

Non.

---

<sup>3</sup> Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

**5) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?**

Sur l'ensemble du territoire communal, toute imperméabilisation supplémentaire sera envisageable sous réserve d'associer au projet la réalisation d'une étude spécifique ; celle-ci permettra de définir les aménagements permettant de maîtriser et de traiter les eaux pluviales et de ruissellement.

Une des problématiques des eaux pluviales en zone urbaine, est la gestion des pluies courantes (pluie d'occurrence hebdomadaire ou mensuelle) qui génèrent une pollution du milieu naturel. L'infiltration/évaporation des eaux pluviales à la parcelle permet de retenir les premiers millimètres de pluie, sources de pollution potentielle, qui ne sont plus envoyés directement vers le milieu naturel.

**Aspect quantitatif :**

**Pour les zones urbaines :**

- Seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au collecteur public d'eaux pluviales quand il est en place, après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter et/ou étaler les apports pluviaux. Les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (désimperméabilisation, stockage / infiltration, stockage / évacuation, réutilisation, ...) devront être mises en œuvre prioritairement quelle que soit la taille du projet (**afin de tendre vers la notion de « zéro rejet »**) pour une pluie de période de retour de 10 ans, voire supérieure si la protection des biens et des personnes l'exige.
- En cas d'impossibilité technique de gérer à la parcelle tout ou partie des eaux de ruissellement (notice justificative), le rejet des eaux pluviales au réseau de collecte sera régulé **pour une pluie d'occurrence décennale : 36 mm en 4h, voire supérieure si la protection des biens et des personnes l'exige** :
  - Pour les parcelles dont la surface totale du site est inférieure ou égale à 3 000 m<sup>2</sup> et la surface imperméabilisée est inférieure ou égale à 500 m<sup>2</sup>, il sera demandé de stocker et de réguler à 3 L/s maximum les rejets d'eaux pluviales au réseau EP ou milieu superficiel.
  - Pour les parcelles dont la surface totale du site est supérieure à 3 000 m<sup>2</sup>, ou la surface imperméabilisée est supérieure à 500 m<sup>2</sup>, il sera demandé de gérer à la parcelle à minima les 5 premiers mm de pluie et :
    - Pour les sites dont la surface totale est inférieure à 3 ha de réguler l'excédent à 3 L/s maximum pour la pluie décennale.
    - Pour les sites dont la surface totale est supérieure ou égale à 3 ha de réguler l'excédent au débit calculé sur la base de 1 L/s/ha maximum pour la pluie décennale.

**Pour les zones rurales :**

Il est à noter que la gestion de l'eau et la gestion des sols sont inséparables. C'est pourquoi, il faut éviter de labourer dans le sens de la pente sur les flancs de la vallée, désherber systématiquement les cultures, supprimer talus, haies, fossés et bandes enherbées, etc. car cela peut concourir à augmenter le ruissellement lorsque les précipitations sont fortes, et donc à amplifier les inondations.

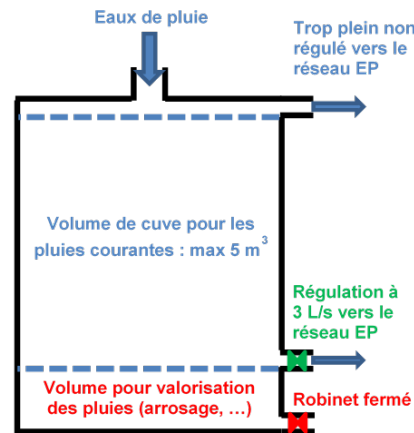
**Recherche de possibilités de désimperméabilisation des sols**  
+  
**Gestion à la parcelle des eaux pluviales (infiltration, évapotranspiration, ...)**  
Des tests de perméabilité devront être réalisés systématiquement pour définir les capacités d'infiltration du sol en place.

Si gestion totale impossible

**Surface de l'ensemble du site ( $S_{tot}$ )  $\leq 3\,000\text{ m}^2$  et Surface imperméabilisée ( $S_{imp}$ )  $\leq 500\text{ m}^2$**

- Stockage et régulation vers le réseau pluvial des eaux résiduelles de ruissellement par un (ou plusieurs) ouvrage(s) muni(s) d'un orifice de régulation de débit et d'un trop-plein de sécurité (dans la limite de faisabilité technique et économique).
- Possibilité de prévoir un volume supplémentaire de stockage pour la valorisation des EP.
- Possibilité de rejet au réseau EP avec un débit de fuite maximal cumulé de **3 L/s**.
- Calcul de la surface imperméabilisée ( $S_{imp}$ ) comme étant la somme des surfaces de toitures, allées et terrasses.

Surface imperméabilisée $S_{imp}$	Volume de stockage minimum V
$0\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 50\text{ m}^2$	$V = 0,5\text{ m}^3$
$50\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 100\text{ m}^2$	$V = 1\text{ m}^3$
$100\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 150\text{ m}^2$	$V = 1,5\text{ m}^3$
$150\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 200\text{ m}^2$	$V = 2\text{ m}^3$
$200\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 250\text{ m}^2$	$V = 2,5\text{ m}^3$
$250\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 300\text{ m}^2$	$V = 3\text{ m}^3$
$300\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 350\text{ m}^2$	$V = 3,5\text{ m}^3$
$350\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 400\text{ m}^2$	$V = 4\text{ m}^3$
$400\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 450\text{ m}^2$	$V = 4,5\text{ m}^3$
$450\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 500\text{ m}^2$	$V = 5\text{ m}^3$



**Surface de l'ensemble du site ( $S_{tot}$ )  $> 3\,000\text{ m}^2$  ou Surface imperméabilisée ( $S_{imp}$ )  $> 500\text{ m}^2$**

- Obligation de gestion à la parcelle à minima des 5 premiers mm de pluie.
- A partir du 6<sup>ème</sup> mm de pluie, possibilité de réguler les eaux résiduelles de ruissellement issues **des surfaces de l'ensemble du site** ( $S_{tot}$ ) avec un débit de fuite maximal :
  - Pour  $0,3\text{ ha} < S_{tot} < 3\text{ ha}$  : débit de fuite maximal de **3 L/s**,
  - Pour  $S_{tot} \geq 3\text{ ha}$  : débit de fuite maximal calculé sur la base de **1 L/s/ha**.

Nécessité de créer un ouvrage de stockage (cuve ou bassin) dont le volume est déterminé au cas par cas (étude détaillée des volumes ruisselés générés par l'ensemble du site). Le stockage permettra au minimum une protection contre la **pluie décennale**. Le niveau de protection souhaité contre une pluie de temps de retour donné pourra être augmenté selon la nécessité de protection des biens et des personnes en aval du site.

L'aménagement devra être équipé d'un organe de régulation avant le rejet des eaux de pluie au réseau EP.

Pour chaque ouvrage proposé, il devra être prévu un dispositif permettant un entretien adapté à l'ouvrage et l'accès aux engins et matériels nécessaires. Obligation de mise en place d'ouvrages de prétraitements ou de traitement des eaux pluviales adaptés à l'activité et à la configuration du site, et s'appliquant aux eaux de ruissellement issues de l'ensemble du site.

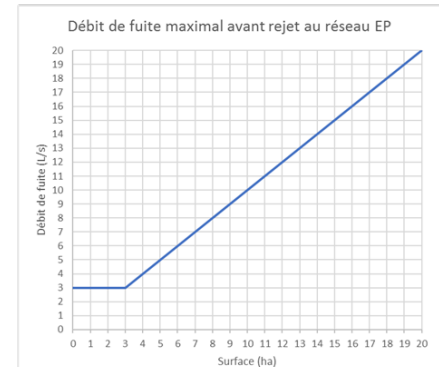
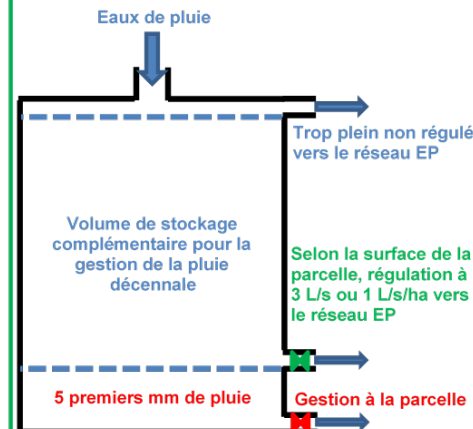


Figure 1 : Logigramme de gestion des eaux pluviales

- Si non, pourquoi ?

Sans objet.

- Si oui, qu'est-ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?

La commune a entrepris des travaux au niveau de la place des Tilleuls (trottoirs réhaussés) pour dévier les eaux de ruissellement et éviter les inondations des bâtiments à l'aval. L'ouvrage en place assure son rôle correctement.

Ces dernières années, la commune de Brignancourt a connu peu de problèmes d'inondations - lié au ruissellement des eaux pluviales - ou de débordements des réseaux d'assainissement.

Le but de la mise en place de ce zonage est d'imposer aux futurs aménageurs de gérer les eaux pluviales à la parcelle et de limiter le débit de fuite en cas de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales pour ne pas le surcharger et éviter tout nouveau désordre.

**6) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ?**

Non

- Si non, pourquoi ?

Il n'y'a pas d'enjeu de cet ordre sur la commune. L'étude de Schéma Directeur d'Assainissement indique que les risques de rejets polluants au milieu naturel apportés par les eaux pluviales et de ruissellement de Brignancourt sont limités.

**7) Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?**

Le réseau d'assainissement de Brignancourt est entièrement séparatif.

Le réseau d'eaux pluviales de la commune est peu dense. Il comprend :

- 360 ml (diamètre 300mm),
- 28 regards ou grilles,
- Des puits d'infiltration,

Le réseau d'eaux usées comprend :

- 1630 ml de conduites gravitaires (diamètre 200mm) et environs 90 m de conduite de refoulement,
- 70 regards,
- 2 postes de pompage,
- 1 trop plein sur poste de pompage à l'entrée de la STEP.

**8) Existe-t-il des ouvrages de rétentions des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?**

Non.

**9) Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? (environ en ha)**

Sans objet.

## **2.1.2 Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées**

**10) Etes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?**

Non.

**11) Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :**

- D'une zone de baignade ? Dans ce cas, un profil de baignade a-t-il été réalisé ?

Non.

- D'une zone conchylicole ?

Non.

- D'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?

Il existe un captage d'eau potable (puits de la remise) sur les hauteurs du bourg. Les périmètres de protection du captage, définis par l'Arrêté DUP n°2006-357 du 13 avril 2006 sont présentés sur la carte ci-après :



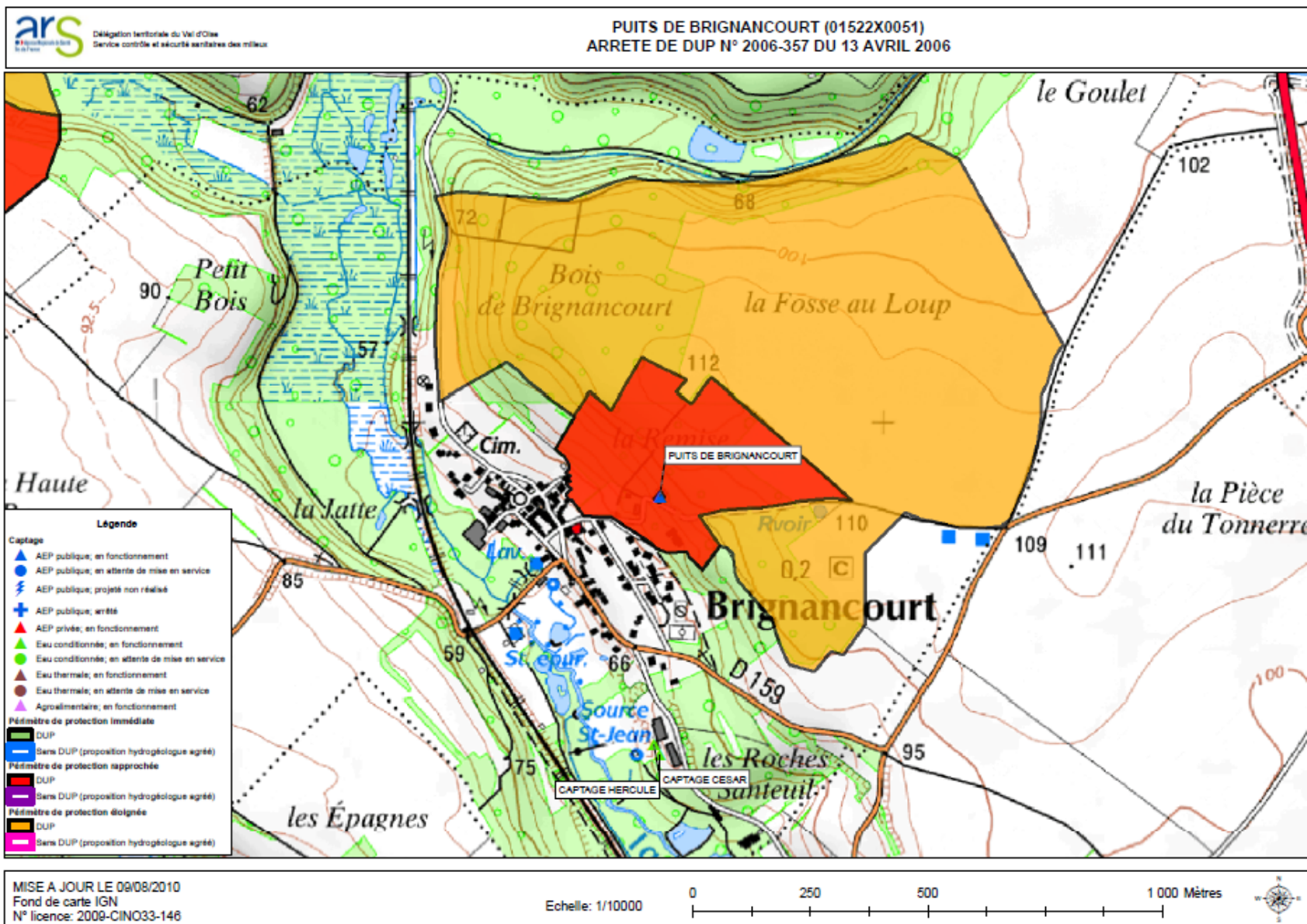


Figure 2 : Périmètres de protection du captage, définis par l'Arrêté DUP n°2006-357 du 13 avril 2006

- D'un périmètre de protection des risques d'inondations ?

La commune de Brignancourt ne possède pas de Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI). Le risque d'inondation par crue de la Viosne est quasi nul

**12) Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur ?**

- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?

Non.

- Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ?

Non.

- Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?

Non.

- Autres ?

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands de la période 2016 – 2021 entré en vigueur le 20 décembre 2015.

**13) Le territoire dispose-t-il ?**

- De cours d'eau de première catégorie piscicole ?

La Viosne est une rivière classée en première catégorie piscicole. Les différentes collectivités du bassin versant se sont regroupées pour mettre en place un contrat de rivière.

- Des réservoirs biologiques selon le SDAGE ?

Non

**14) Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité ?**

- Natura 2000 ?

Non.

- ZNIEFF de type 1 ?

Oui. Le marais de Brignancourt (ZNIEFF de type I). cf. carte page suivante.

- ZNIEFF de type 2 ?

Oui. La Moyenne Vallée de la Viosne (ZNIEFF de type II). Cf. carte page suivante.

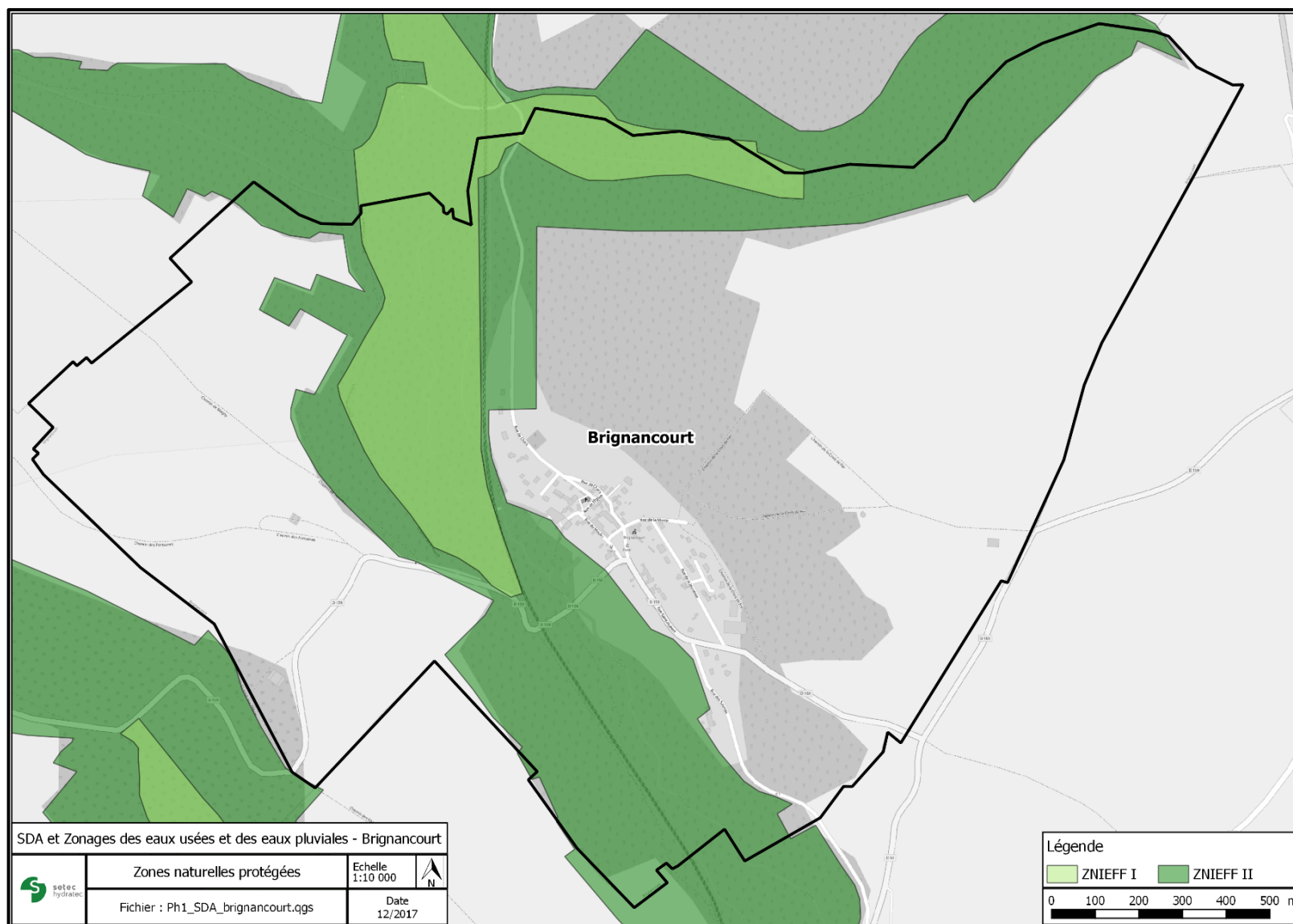


Figure 3 : Localisation des ZNIEFF (géoportail.gouv.fr)



- Zone humide ?

Le territoire communal comprend également des enveloppes d'alertes zones humides de classe 2, 3 et 4, principalement situées le long de la vallée de la Viosne:

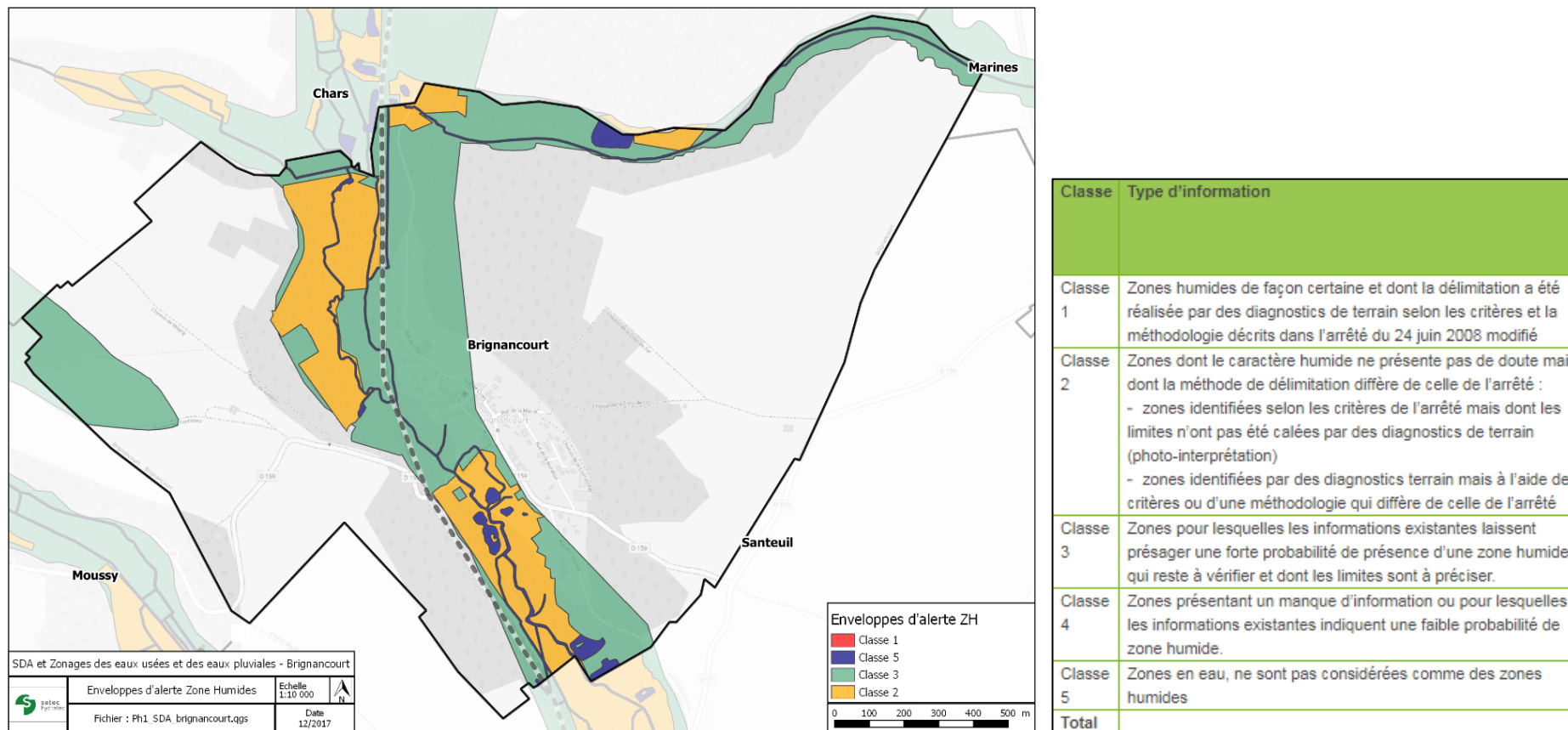


Figure 4 : Enveloppes d'alerte Zone Humide

- Eléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?

La carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France montre la présence :

- de réservoirs de biodiversité,
- de corridors arborés (fonctionnels entre les réservoirs de biodiversité),
- de corridors calcaires,
- de milieux humides,
- de corridors alluviaux multitrames,
- de cours d'eaux (ruisseau à Lin, la Viosne).



Figure 5 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)

Le tableau ci-dessous montre la légende de la carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France.

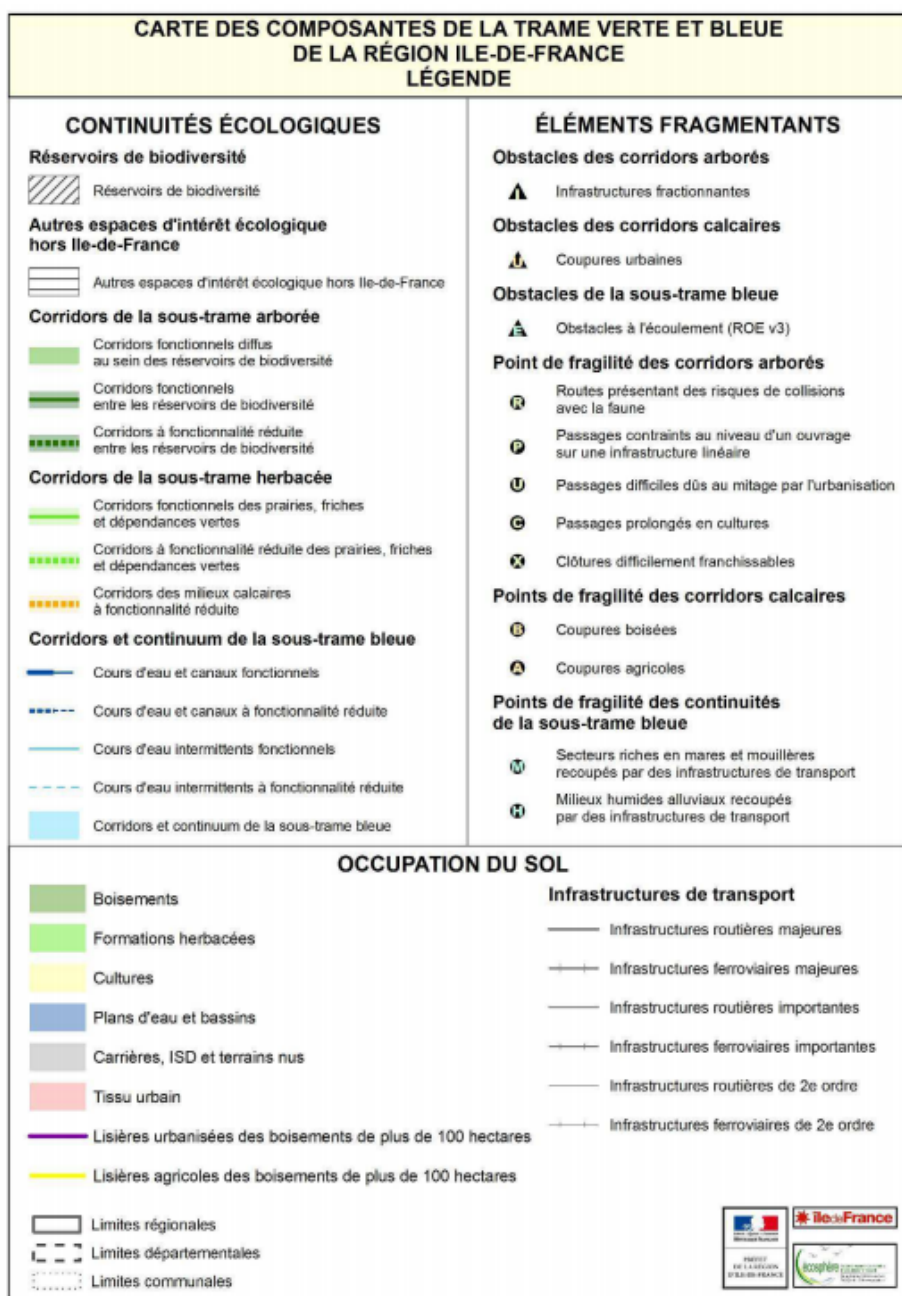


Tableau 1 : Légende de la carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France



- Présence connue d'espèces protégées ?

Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien indique les données suivantes :

Statistiques				
Nombre de données : 1445				
Nombre de références : 95				
Nombre d'espèces observées				
	dont	Protégées (PN, PR)	Liste Rouge rég. (CR, EN et VU)	Déterminantes ZNIEFF
Total : 0		11	20	25
Avant et après 2000 :66		2	1	4
Uniquement après 2000 : 281		1	5	4
Uniquement avant 2000 : 48		8	14	17

Figure 6 : Liste des espèces protégées  
(Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)

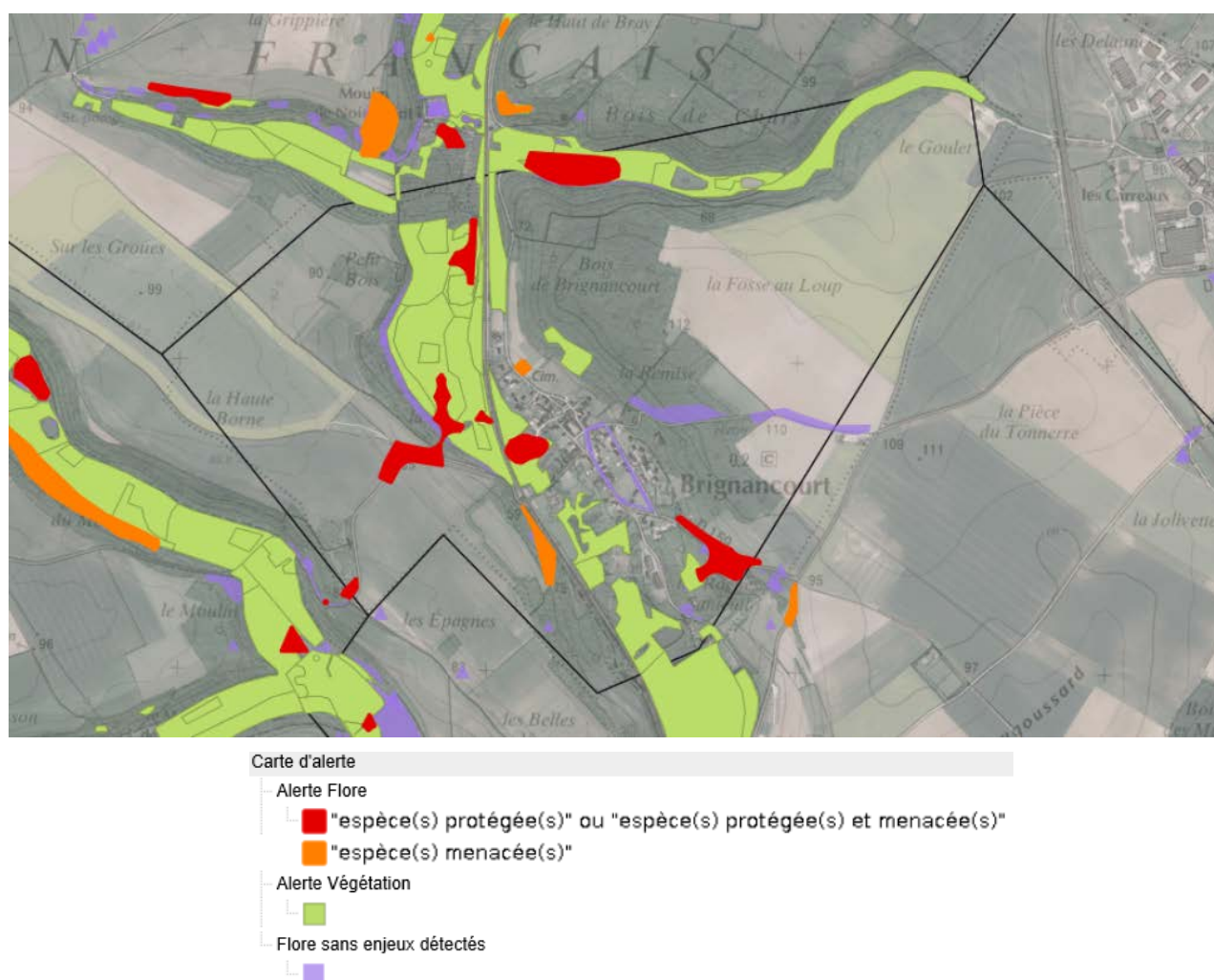


Figure 7 : Carte d'alerte du Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (Carmen)

- **Autres ?**

- ENS : Bois du Moulin de Noisement

- Vexin Français

**15) Quel est le niveau de qualité<sup>4</sup> des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ?**

Les paramètres de qualité de la Viosne ont été mesurés en 2012 et 2013 au niveau de deux stations :

- Station de Chars (n° 03140325) située à l'amont du rejet de la STEP de Brignancourt

- Station d'Ableiges (n° 03140400) située à l'aval du rejet de la STEP de Brignancourt

L'état écologique de la Viosne était bon en 2012 et 2013 au niveau de ces deux stations. Concernant l'état chimique de la Viosne, peu de données sont disponibles au niveau de la station de Chars, mais il était mauvais en 2012 et 2013 à la station d'Ableiges (concentration élevée en HAP). Une synthèse des données disponibles concernant l'état écologique et l'état chimique est présentée aux tableaux page suivante :

---

<sup>4</sup> L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr>

		Amont de brignancourt (Chars)		Aval de Brignancourt (Ableiges)	
		Cours d'eau : Viosne HR299		Cours d'eau : Viosne HR299	
		Station de mesure : 03140325		Station de mesure : 03140400	
		Année 2012	Année 2013	Année 2012	Année 2013
<b>ETAT ECOLOGIQUE</b>					
<b>Paramètre (Unité)</b>	<b>Code SANDRE</b>				
<b>Hydrobiologie</b>					
IBGN (invertébrés)	1000				
IBGN de référence (invertébrés)	5909				
IBG-DCE (invertébrés)	5910	15		20	19
IBGA (invertébrés)	2527				
IBGA-DCE (invertébrés)	6951				
IBD 2007 (diatomées)	5856	16.0		14.9	14.9
IPR (poissons)	7036				
<b>Physico-chimie</b>					
<b>Bilan de l'oxygène</b>					
Oxygène dissous (mg O <sub>2</sub> /L)	1311	9.09	9.39	7.94	8.65
Taux de saturation en O <sub>2</sub> (%)	1312	85.10	86.20	76.80	92.50
Demande biochimique en Oxygène (mg O <sub>2</sub> /L)	1313	1.10	2.80	2.20	2.00
Carbone organique dissous (mg C /L)	1841	2.70	3.20	3.10	2.80
<b>Nutriments</b>					
Orthophosphates (mg PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> /L)	1433	0.05	0.05	0.17	0.15
Phosphore total (mg P /L)	1350	0.03	0.03	0.08	0.09
Ammonium (mg NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> /L)	1335	0.08	0.09	0.16	0.15
Nitrites (mg NO <sub>2</sub> <sup>-</sup> /L)	1339	0.08	0.07	0.22	0.21
Nitrates (mg NO <sub>3</sub> <sup>-</sup> /L)	1340	20.20	21.30	23.50	24.30
<b>Acidification</b>					
pH mini	pHmin	7.60	7.36	7.80	7.79
pH maxi	pHmax	8.21	8.02	8.15	8.02
Température (°C)	1301	15.00	18.50	15.30	17.10
<b>Polluants spécifiques</b>					
Arsenic (µg/L)	1369		n.a.	Bon état	Bon état
Chrome (µg/L)	1389		n.a.	Bon état	Bon état
Cuivre (µg/L)	1392		n.a.	Bon état	Bon état
Zinc (µg/L)	1383		n.a.	Bon état	Bon état
2,4 D (µg/L)	1141		n.a.	Bon état	Bon état
2,4 MCPA (µg/L)	1212		n.a.	Bon état	Bon état
Chlortoluron (µg/L)	1136		n.a.	Bon état	Bon état
Oxadiazon (µg/L)	1667		n.a.	Bon état	Bon état
Linuron (µg/L)	1209		n.a.	Bon état	Bon état

#### Légende :

##### Etat écologique

NC	Non Communiqué (Absence de données)
	Très bon état
	Bon état
	Etat moyen
	Etat médiocre
	Mauvais état

	Données manquantes dans l'agrégation
	Paramètre Nitrate en état moins que bon
A	Assouplissement appliqué

Figure 8 : Etat écologique de la Viosne aux stations de Chars et d'Ableiges pour 2012 et 2013  
(Source : DRIEE)

			Amont de Brignancourt (Chars)		Aval de Brignancourt (Ableiges)	
			Cours d'eau : Viosne HR299		Cours d'eau : Viosne HR299	
			Station de mesure : 03140325		Station de mesure : 03140400	
			Année 2012	Année 2013	Année 2012	Année 2013
ETAT CHIMIQUE				Faible	Elevé	Elevé
Somme de paramètres						
Alachlore (µg/L)		1101		n.a.		
Anthracène (µg/L)		1458		n.a.		
Atrazine (µg/L)		1107		n.a.		
Benzène (µg/L)		1114		n.a.		
Cadmium et composés (µg/L)		1388		n.a.		
Chlorofenylphos (µg/L)		1464		n.a.		
Chloroalcanes C10-13 (µg/L)		1955		n.a.		
Chloropyrinos (éthylchloropyrinos) (µg/L)		1083		n.a.		
DDT total (µg/L)	=1148+1147+1146+1144	DDTT		n.a.		
Para-para-DDT (µg/L)		1148		n.a.		
1,2-dichloroéthane (µg/L)		1161		n.a.		
Dichlorométhane (µg/L)		1168		n.a.		
Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP) (µg/L)		1461 puis 6616				
Diphényléthers bromés (µg/L)	=2920+2919+2916+2915+2912+2911	DB		n.a.		
Diuron (µg/L)		1177		n.a.		
Endosulfan (µg/L)	=1178+1179	1743		n.a.		
Fluoranthène (µg/L)		1191		n.a.		
Hexachlorobenzène (µg/L)		1199		n.a.		
Hexachlorobutadiène (µg/L)		1652		n.a.		
Hexachlorocyclohexane (µg/L)	=1200+1201+1202+1203	5537		n.a.		
HAP - Benzo(a)pyrène (µg/L)		1115		n.a.		
HAP - Benzo(b)fluoranthène et Benzo(k)fluoranthène (µg/L)	=1116+1117	BenzoBK		n.a.		
HAP - Benzo(g,h,i)perylene et Indeno(1,2,3-cd)pyrène (µg/L)	=1118+1204	BI		n.a.		
Isoproturon (µg/L)		1208		n.a.		
Mercure et ses composés (µg/L)		1387				
Naphtalène (µg/L)		1517		n.a.		
Nickel et ses composés (µg/L)		1386		n.a.		
Nonylphénol (4-nonylphénol) (µg/L)		5474		n.a.		
Octylphénol (4-(1,1',3,3'-tétraméthylbutyl)-phénol) (µg/L)		1959		n.a.		
Pentachlorobenzène (µg/L)		1888		n.a.		
Pentachlorophénol (µg/L)		1235		n.a.		
Pesticides cyclodienes (µg/L)		PC		n.a.		
Plomb et ses composés (µg/L)		1382		n.a.		
Simazine (µg/L)		1263		n.a.		
Tétrachloroéthylène (µg/L)		1272		n.a.		
Tétrachlorure de carbone (µg/L)		1276		n.a.		
Composés du tributylétain (tributylétain-cation) (µg/L)		2879		n.a.		
Trichlorobenzènes (µg/L)	=1283+1630+1629	1774		n.a.		
Trichloroéthylène (µg/L)		1286		n.a.		
Trichlorométhane (chloroforme) (µg/L)		1135		n.a.		
Trifluraline (µg/L)		1289		n.a.		

#### Légende :

##### Etat chimique

	Absence de données
	Informations insuffisantes pour attribuer l'état
	Bon état
	Mauvais état
Indice	Indice de confiance (Faible, Moyen, Elevé)

n.a.	non analysé
d.p.	données partielles

Figure 9 : Etat chimique de la Viosne aux stations de Chars et d'Ableiges pour 2012 et 2013 (source : DRIEE)

### 16) Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

La surface urbanisée n'augmentera pas de façon significative, les orientations du PADD privilégiant la densification des zones bâties.

### 17) Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?

Non. Toutefois deux études de sol ont été réalisées lors du schéma directeur d'assainissement en cours de finalisation dans le cadre des diagnostics ANC :

- Résultat du test Porchet 3 rue des Sources : 6.7 mm/h à 1m de profondeur,
- Résultat du test Porchet 3 rue des Sources : 13 mm/h à 60cm de profondeur.

## 2.2 QUESTIONS SPECIFIQUES

### 2.2.1 Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

#### a) Caractéristiques du zonage et contexte

- 1) Y'a t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage assainissement ?

Sans objet.

- 2) Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées ?

Le SDA de Brignancourt est en cours et sera finalisé au cours du premier trimestre 2019.

Ce schéma est-il programmé ou en cours de réalisation pour l'échéance fin 2013 ?

Sans objet.

- 3) Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?

2 habitations disposent d'installations d'ANC. Les diagnostics et projets de mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectifs ont été réalisés dans le cadre du SDA (ces derniers sont joints en **annexe**).

Les non conformités ont-elles été levées ?

Partiellement.

Sont-elles en cours ?

Oui.

- 4) Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif ?

Non.

#### b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

- 5) La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) disposent-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?

Non.

Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?

Non.



**6) Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel...) ?**

Conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'Arrêté du 07 mars 2012 et fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5) les eaux usées traitées sont prioritairement infiltrées à la parcelle, quand la perméabilité du sol est comprise entre 30 et 500 mm/h sur une épaisseur supérieure ou égale à 0,70 m ;

Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas cette condition, les eaux usées traitées seront drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, et s'il est démontré, par une étude particulière, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

Les projets d'ANC sont annexés au présent document.

**7) La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?**

**Par temps sec ?**

Non.

**Par temps de pluie ?**

Non. Aucune surcharge n'a été observée pendant les mesures réalisées lors du SDA pour des pluies allant jusqu'à une occurrence trimestrielle (réseau séparatif).

**De façon saisonnière ?**

Non.

Les taux de charge de la station ont pu être calculés à partir des valeurs nominales :

- Charge polluante nominale en entrée de station : 400EH
- Volume en entrée de station : 80m<sup>3</sup>/j

La comparaison est réalisée avec le débit moyen à l'entrée de la station et la population équivalente raccordée en équivalents habitants (données de la campagne de mesure débit/pollution réalisée lors du SDA).

Les taux de charge calculés sont présentés ci-après :

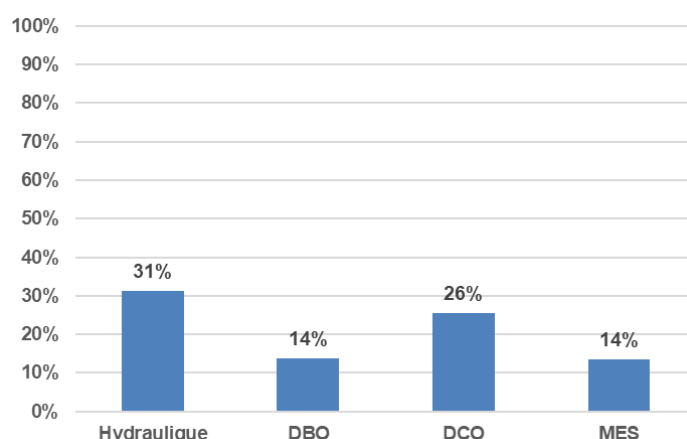


Figure 10 : Taux de charge de la STEP (Temps sec)

La station d'épuration de Brignancourt est en nette sous charge hydraulique et polluante.

Les taux de charge estimés lors de la campagne du SDA sont très similaires aux taux de charge évalués par le SATESE.

	2014	2015	2016	2017
Hydraulique	38%	31%	35%	31%
Organique DBO5	33%	27%	29%	17%
Organique DCO	37%	28%	33%	24%

Tableau 2 : Taux de charge de la STEP de Brignancourt évalués par le SATESE

**8) Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?**

Aucune mesure en place.

**9) Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?**

**Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?**

Seulement deux postes de pompage sont présents sur le territoire : 1 sur le réseau et 1 en entrée de station d'épuration. Leur mise en place est cohérente au regard de la topographie de la commune.

**Autres ?**

La réhabilitation de la STEP comme proposée par le SDA en cours de finalisation devrait permettre de réduire les consommations énergétiques.

**2.2.2 Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement**

**a) Caractéristiques du zonage et contexte**

**1) Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :**

**Des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ?**

Ces dernières années, la commune de Brignancourt a connu très peu de problèmes d'inondations liées à des problèmes d'écoulement des eaux pluviales / débordements de collecteurs.

**De ruissellement ?**

Ces dernières années, la commune de Brignancourt a connu peu de problèmes d'inondations liées au ruissellement des eaux pluviales.

**De maîtrise de débit ?**

Sans objet.

## **D'imperméabilisation des sols ?**

Une imperméabilisation supplémentaire des sols entraînerait une augmentation de la surface active et donc une augmentation du ruissellement des apports par temps de pluie dans les réseaux et. Cependant, l'urbanisation prévue au PLU (horizon 2025) se limite à des reconversions du bâti existant et un secteur de projet (lotissement de 6 logements) à l'entrée du village.

### **2) Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ? Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?**

La commune a entrepris des travaux au niveau de la place des Tilleuls (trottoirs réhaussés) pour dévier les eaux de ruissellement et éviter les inondations des bâtiments à l'aval. Jusqu'à ce jour, l'ouvrage en place assure son rôle correctement. Des puits d'infiltration existent également sur le territoire.

### **3) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?**

Oui, le SDA a permis d'identifier les secteurs suivants :

- Les habitations en bas de la rue de la Mairie (place des Tilleuls) peuvent être sujets à des inondations lors d'événements pluvieux exceptionnels ;
- Le chemin au nord du village et vers la route en direction de Chars à proximité du Ruisseau des vallées peuvent être inondés lors d'événements pluvieux exceptionnels.

**Si oui, fournir si possible une carte.**

Cf carte page suivante.

### **4) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement ,...) ?**

Oui, le SDA a permis d'identifier les secteurs suivants :

- L'axe de ruissellement principal du bourg rue de la Mairie vers place des Tilleuls ;
- Deux sous bassins versants (principalement constitué de surfaces boisées et agricoles) dont les écoulements sont concentrés par les chemins (chemin de Goulet, chemin de Marines à Brignancourt) et dirigés vers le bourg, vers l'axe de ruissellement principal rue de la Mairie – Place des Tilleuls ; le puits alimentant Brignancourt en eau potable est situé au sein d'un de ces bassins versants ;
- Des axes d'écoulement privilégiés sont dirigés vers le chemin au nord du village et vers la route en direction de Chars à proximité du Ruisseau des vallées.

**Si oui, fournir si possible une carte.**

Cf. carte page précédente.



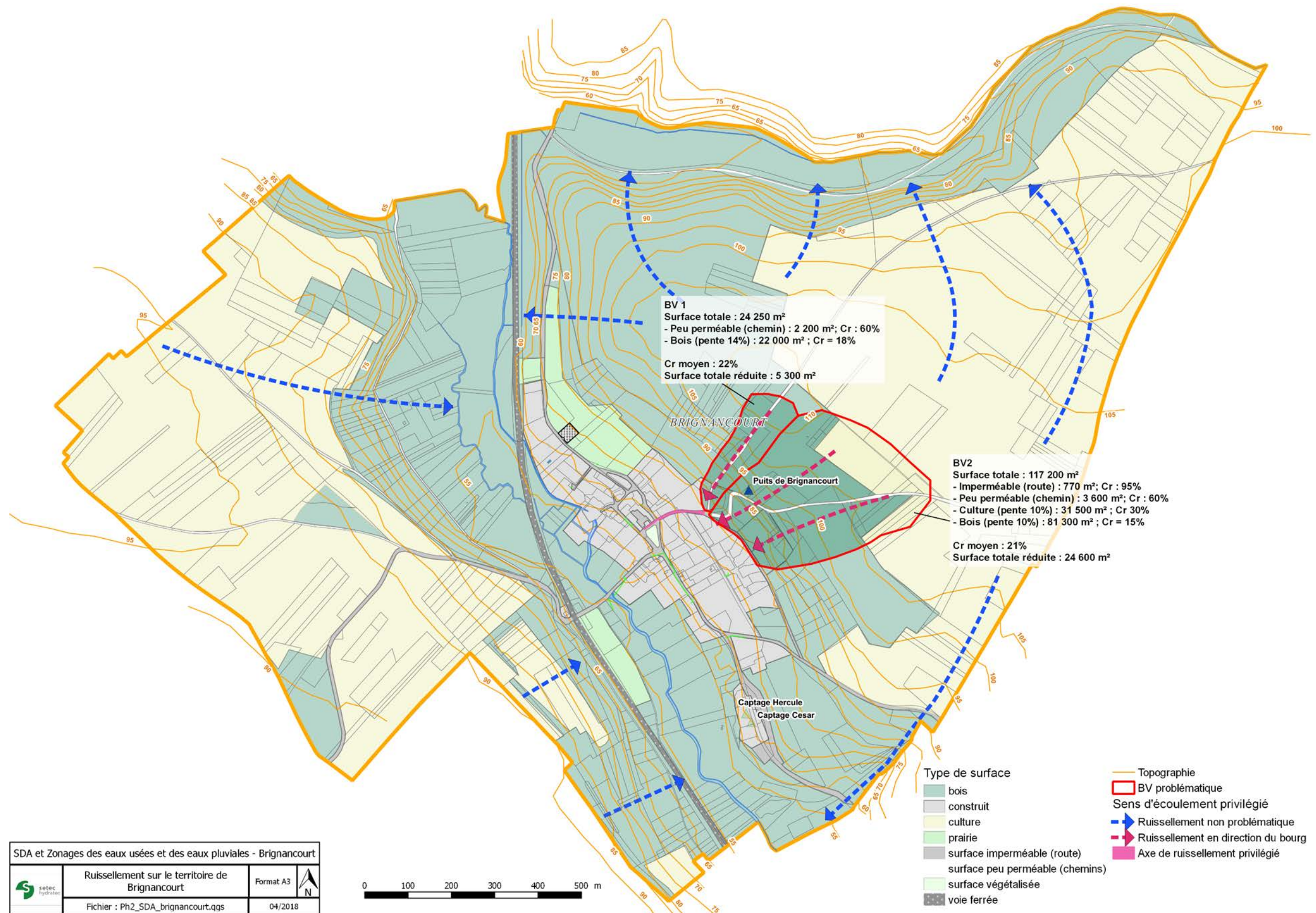


Figure 11 : Diagnostic des risques eaux pluviales sur le territoire de Brignancourt



## 5) Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?

### Si oui, lesquelles ?

Pour les bassins versants dont le ruissellement est dirigé vers le bourg, les débits de pointe ont été calculés par la méthode rationnelle et les besoins nécessaires en volume de rétention correspondant ont été estimés par la méthode des pluies (les coefficients de Montana utilisés sont ceux de la station du Bourget) :

Tr	10 ans	20 ans	30 ans	50 ans	100 ans
Q BV1 (m³/s)	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
Q BV2 (m³/s)	0.6	0.8	0.8	0.9	1.1
V BV1 (m³)	170	220	250	290	360
V BV2 (m³)	795	1 020	1 150	1 360	1 670

Tableau 3 : Bilan des débits et volumes générés par ruissellement

La commune a entrepris des travaux au niveau de la place des Tilleuls (trottoirs réhaussés) pour dévier les eaux de ruissellement et éviter les inondations des bâtiments à l'aval. L'ouvrage en place assure son rôle correctement.

A ce stade et en l'absence de nouveaux désordres, les volumes de rétention qu'il serait nécessaire de mettre en œuvre en amont des zones inondées sont laissés pour mémoire.

## 6) Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion) ?

Non.

## 7) Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature Loi sur l'eau ?

Non.

### b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

## 8) Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? Selon quelle fréquence ? Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?

Sans objet.

## 9) Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?

Le tableau ci-dessous indiquent les arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles (data.gouv.fr) :

INSEE	Département	Commune	Périls	Date début	Date fin
95110	95	Brignancourt	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/1999
95110	95	Brignancourt	Inondations et coulées de boue	05/07/91	05/07/1991
95110	95	Brignancourt	Inondations et coulées de boue	22/06/83	27/06/1983

Figure 12 : Catastrophes naturelles recensées sur le territoire

**10) Avez-vous subi des coulées de boues ? Glissement de terrain dû à un phénomène pluvieux ?**

Cf. tableau ci-avant question 9.

**11) Votre territoire fait-il parti :**

**D'un SAGE en déficit d'eau ?**

Non

**D'une zone de répartition des eaux ?**

Brignancourt est inclus dans la zone de répartition des eaux de l'Albien (Code SANDRE 03001).

**2.2.3 Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement**

**a) Caractéristiques du zonage et contexte**

**1) Votre commune dispose t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?**

Le réseau d'eaux pluviales de la commune de Brignancourt est peu dense. Il comprend :

- 360 ml (diamètre 300mm)
- 28 regards ou grilles
- Des puits d'infiltration

**2) L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution pluviale ?**

Non.

**Des prescriptions ont-elles été proposées ?**

Sans objet.

**Si oui, lesquelles ?**

Sans objet.

**3) La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ?**

Non

**Si oui, lesquels et pour quel objectif ?**

Sans objet

**b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine**

**4) Les équipements prévus consommeront ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?**

Sans objet.

## **2.3 AUTO-EVALUATION (FACULTATIF)**

- 5) Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensé ? Expliquez pourquoi.**



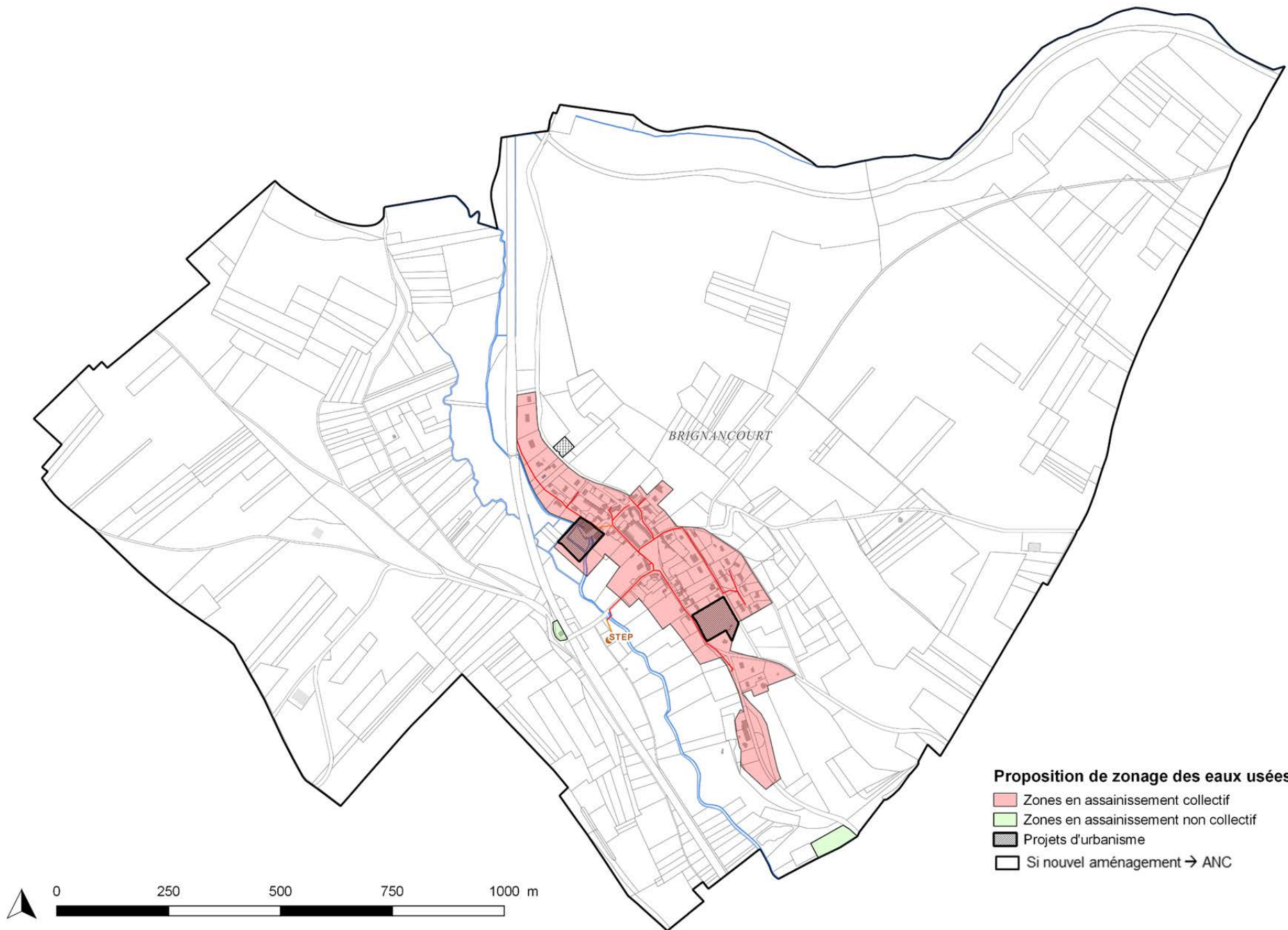




## ANNEXES



## ANNEXE 1 : PROPOSITION DE ZONAGE DES EAUX USEES



## ANNEXE 2 : PROPOSITION DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES

**Les règles préconisées en cas d'aménagement des zones actuelles et pour les extensions futures** sont les suivantes :

**Sur l'ensemble du territoire communal**, toute imperméabilisation supplémentaire sera envisageable sous réserve d'associer au projet la réalisation d'une étude spécifique ; celle-ci permettra de définir les aménagements permettant de maîtriser et de traiter les eaux pluviales et de ruissellement.

Une des problématiques des eaux pluviales en zone urbaine, est la gestion des pluies courantes (pluie d'occurrence hebdomadaire ou mensuelle) qui génèrent une pollution du milieu naturel. L'infiltration/évaporation des eaux pluviales à la parcelle permet de retenir les premiers millimètres de pluie, sources de pollution potentielle, qui ne sont plus envoyés directement vers le milieu naturel.

### **Aspect quantitatif :**

#### **Pour les zones urbaines :**

- Seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au collecteur public d'eaux pluviales quand il est en place, après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter et/ou étaler les apports pluviaux. Les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (désimperméabilisation, stockage / infiltration, stockage / évacuation, réutilisation, ...) devront être mises en œuvre prioritairement quelle que soit la taille du projet (**afin de tendre vers la notion de « zéro rejet »**) pour une pluie de période de retour de 10 ans, voire supérieure si la protection des biens et des personnes l'exige.
- En cas d'impossibilité technique de gérer à la parcelle tout ou partie des eaux de ruissellement (notice justificative), le rejet des eaux pluviales au réseau de collecte sera régulé **pour une pluie d'occurrence décennale : 36 mm en 4h, voire supérieure si la protection des biens et des personnes l'exige)** :
  - Pour les parcelles dont la surface totale du site est inférieure ou égale à 3 000 m<sup>2</sup> et la surface imperméabilisée est inférieure ou égale à 500 m<sup>2</sup>, il sera demandé de stocker et de réguler à 3 L/s maximum les rejets d'eaux pluviales au réseau EP ou milieu superficiel.
  - Pour les parcelles dont la surface totale du site est supérieure à 3 000 m<sup>2</sup>, ou la surface imperméabilisée est supérieure à 500 m<sup>2</sup>, il sera demandé de gérer à la parcelle à minima les 5 premiers mm de pluie et :
    - Pour les sites dont la surface totale est inférieure à 3 ha de réguler l'excédent à 3 L/s maximum pour la pluie décennale.
    - Pour les sites dont la surface totale est supérieure ou égale à 3 ha de réguler l'excédent au débit calculé sur la base de 1 L/s/ha maximum pour la pluie décennale.

#### **Pour les zones rurales :**

Il est à noter que la gestion de l'eau et la gestion des sols sont inséparables. C'est pourquoi, il faut éviter de labourer dans le sens de la pente sur les flancs de la vallée, désherber systématiquement les cultures, supprimer talus, haies, fossés et bandes enherbées, etc. car cela peut concourir à augmenter le ruissellement lorsque les précipitations sont fortes, et donc à amplifier les inondations.

### **Aspect qualitatif :**

Toute demande de permis de construire n'émanant pas d'un particulier devra faire l'objet de mesures permettant d'améliorer la qualité des eaux pluviales et de préserver la qualité du milieu récepteur : obligation de mettre en place des ouvrages de prétraitement ou de traitement (filtres plantés, déboureur, décanteurs lamellaires, séparateurs hydrocarbures...) des eaux pluviales adaptés à l'activité et à la configuration du site, et s'appliquant aux eaux de ruissellement issues de l'ensemble du site (imperméabilisations actuelles et nouvelles).

### **Information sur les techniques alternatives :**

Des techniques alternatives permettent de réduire les flux et de diminuer la pollution en agissant pour ralentir, stocker, infiltrer (dans les zones autorisées), utiliser les eaux, intercepter et traiter les polluants :

- Tranchées, bassins et puits d'infiltration ; fossés et noues, participant entre autres à la décantation et à la filtration des eaux ;
- Chaussées à structure réservoir ;
- Surfaces urbaines pouvant être conçues pour momentanément stocker les excédents d'eaux, tout en conciliant cette fonction avec d'autres usages (terrain de sport, parcs, placettes, ...) ;
- Gouttières dirigées vers un parterre végétal, un fossé ;
- Bassins de retenue en surface (bassin en eau ou à sec / citernes) pouvant constituer un atout esthétique et / ou économique en offrant une réserve d'eau pour l'arrosage, le nettoyage, les sanitaires ou les machines à laver (pour le domaine privé) ; bassins enterrés ;
- Stockage (bassin, citerne enterrée, revêtements alvéolaires en plastique) et restitution avec un débit limité une fois la pluie passée ;
- Paillage, désherbage thermique pour limiter l'apport de produits phytosanitaires au milieu naturel.

D'un point de vue économique, il est à noter que :

- L'Agence de l'Eau Seine- Normandie peut aider les particuliers lorsqu'une opération groupée est prise en charge par la commune (conseils aux communes et aides financières spécifiques) ;
- Des économies importantes peuvent être réalisées dans le cas, par exemple, d'une récupération des eaux de pluie pour l'arrosage ou pour les sanitaires.

La gestion des eaux pluviales est explicitée par le logigramme page suivante (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

La proposition de zonage est indiquée sur la carte **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci-après.

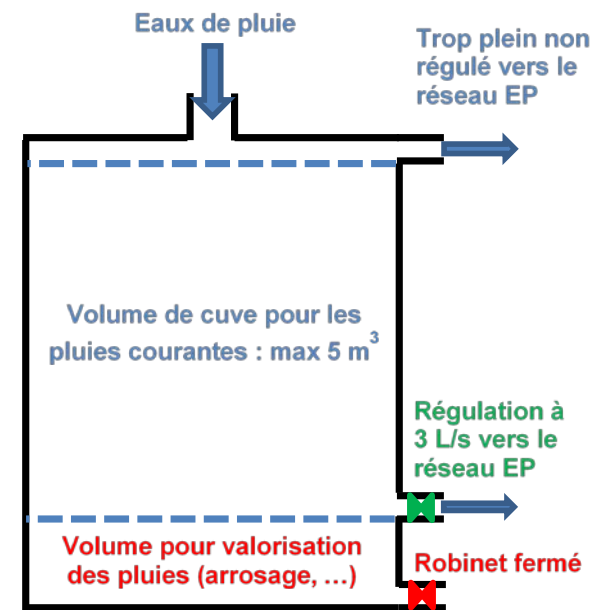
**Recherche de possibilités de désimperméabilisation des sols**  
+  
**Gestion à la parcelle des eaux pluviales (infiltration, évapotranspiration, ...)**  
Des tests de perméabilité devront être réalisés systématiquement pour définir les capacités d'infiltration du sol en place.

Si gestion totale impossible

**Surface de l'ensemble du site ( $S_{tot}$ )  $\leq 3\,000\text{ m}^2$  et Surface imperméabilisée ( $S_{imp}$ )  $\leq 500\text{ m}^2$**

- Stockage et régulation vers le réseau pluvial des eaux résiduelles de ruissellement par un (ou plusieurs) ouvrage(s) muni(s) d'un orifice de régulation de débit et d'un trop-plein de sécurité (dans la limite de faisabilité technique et économique).
- Possibilité de prévoir un volume supplémentaire de stockage pour la valorisation des EP.
- Possibilité de rejet au réseau EP avec un débit de fuite maximal cumulé de **3 L/s**.
- Calcul de la surface imperméabilisée ( $S_{imp}$ ) comme étant la somme des surfaces de toitures, allées et terrasses.

Surface imperméabilisée $S_{imp}$	Volume de stockage minimum V
$0\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 50\text{ m}^2$	$V = 0,5\text{ m}^3$
$50\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 100\text{ m}^2$	$V = 1\text{ m}^3$
$100\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 150\text{ m}^2$	$V = 1,5\text{ m}^3$
$150\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 200\text{ m}^2$	$V = 2\text{ m}^3$
$200\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 250\text{ m}^2$	$V = 2,5\text{ m}^3$
$250\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 300\text{ m}^2$	$V = 3\text{ m}^3$
$300\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 350\text{ m}^2$	$V = 3,5\text{ m}^3$
$350\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 400\text{ m}^2$	$V = 4\text{ m}^3$
$400\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 450\text{ m}^2$	$V = 4,5\text{ m}^3$
$450\text{ m}^2 < S_{imp} \leq 500\text{ m}^2$	$V = 5\text{ m}^3$



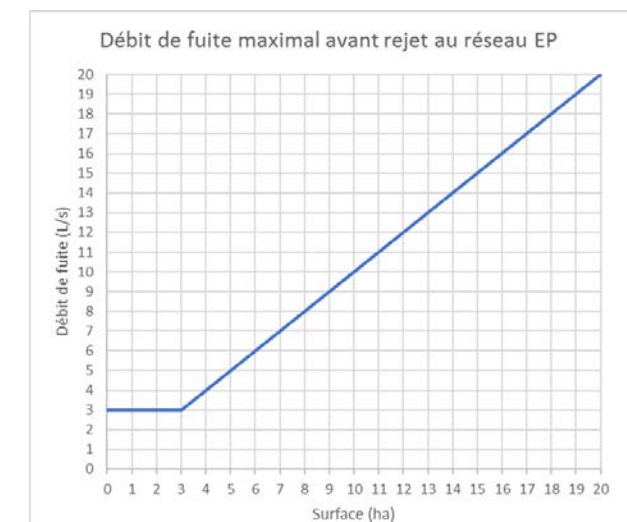
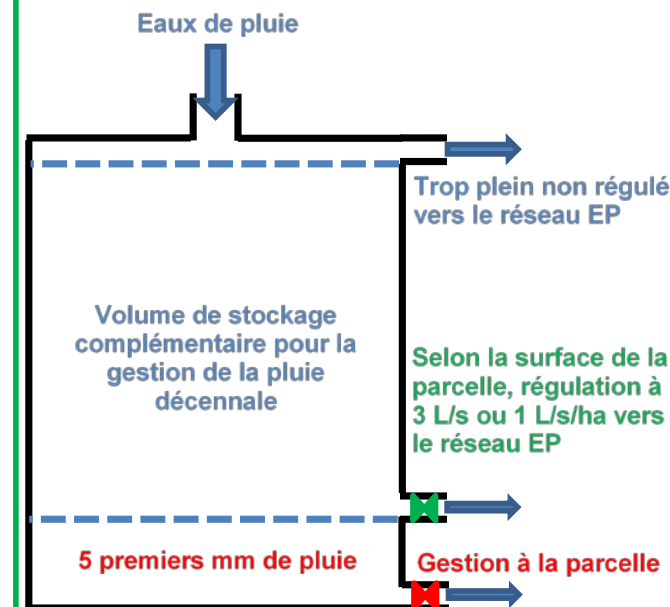
**Surface de l'ensemble du site ( $S_{tot}$ )  $> 3\,000\text{ m}^2$  ou Surface imperméabilisée ( $S_{imp}$ )  $> 500\text{ m}^2$**

- Obligation de gestion à la parcelle à minima des 5 premiers mm de pluie.
- A partir du 6<sup>ème</sup> mm de pluie, possibilité de réguler les eaux résiduelles de ruissellement issues **des surfaces de l'ensemble du site** ( $S_{tot}$ ) avec un débit de fuite maximal :
  - Pour  $0,3\text{ ha} < S_{tot} < 3\text{ ha}$  : débit de fuite maximal de **3 L/s**,
  - Pour  $S_{tot} \geq 3\text{ ha}$  : débit de fuite maximal calculé sur la base de **1 L/s/ha**.

➡ Nécessité de créer un ouvrage de stockage (cuve ou bassin) dont le volume est déterminé au cas par cas (étude détaillée des volumes ruisselés générés par l'ensemble du site). Le stockage permettra au minimum une protection contre la **pluie décennale**. Le niveau de protection souhaité contre une pluie de temps de retour donné pourra être augmenté selon la nécessité de protection des biens et des personnes en aval du site.

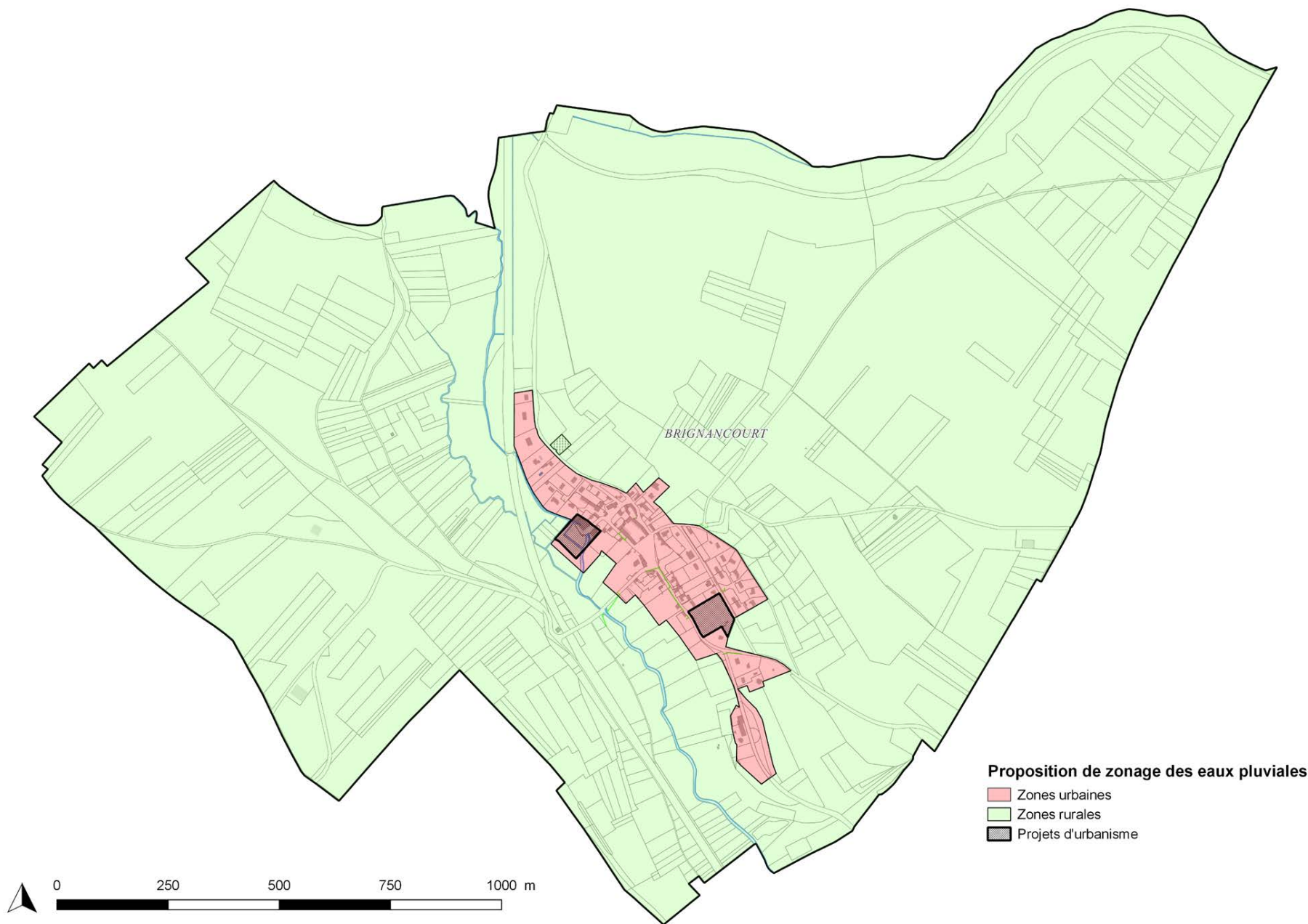
L'aménagement devra être équipé d'un organe de régulation avant le rejet des eaux de pluie au réseau EP.

Pour chaque ouvrage proposé, il devra être prévu un dispositif permettant un entretien adapté à l'ouvrage et l'accès aux engins et matériels nécessaires. Obligation de mise en place d'ouvrages de prétraitements ou de traitement des eaux pluviales adaptés à l'activité et à la configuration du site, et s'appliquant aux eaux de ruissellement issues de l'ensemble du site.



Logigramme de gestion des eaux pluviales





*Carte de zonage des eaux pluviales*

## ANNEXE 3 : DIAGNOSTICS DES INSTALLATIONS ANC

**Schéma de l'existant**

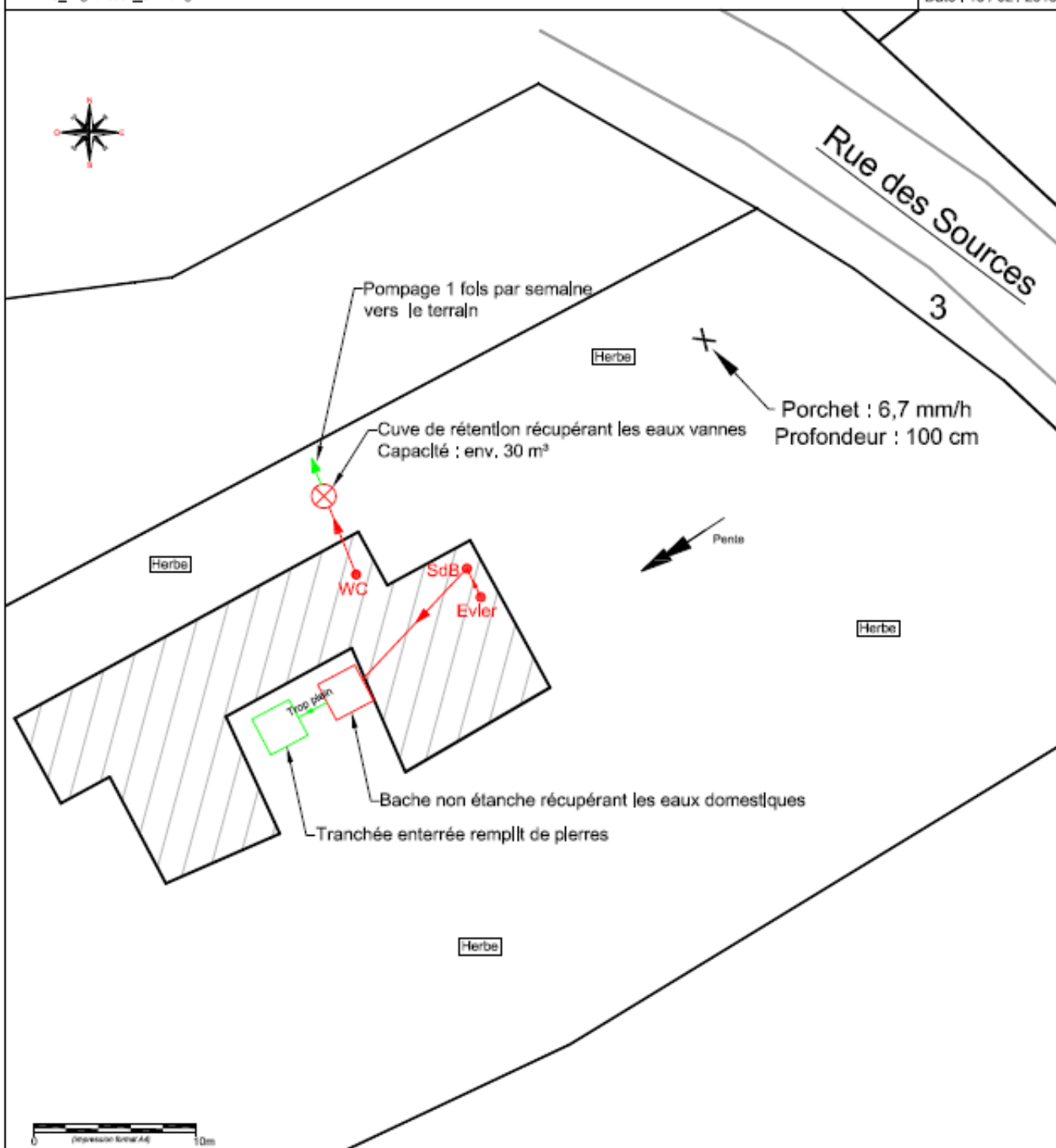
Conformité : Non

VID ANC\_Brignancourt\_SDA.dwg

M. GUILLOUX  
Adresse : 3 Rue des Sources

Dossier : 016 41783

Date : 15 / 02 / 2018



**Remarques :**

**Le dispositif d'assainissement n'est pas conforme à la réglementation en vigueur. En effet, le dispositif de traitement est inexistant.**

A titre  
Indicatif

—	Limite cadastrale
—	Eau potable
—	Gaz
—	Télécom
—	Électrique

Nota

Les réutilisations éventuelles des canalisations et ouvrages existants ainsi que leurs états et positions, ne sauraient engager la responsabilité du bureau d'études.

**Légende Existant :**

		EM	Eaux Ménagères	Lvb	Lavabo
		EV	Eaux Vannes	Mel	Machine à Laver
		SdB	Salle de bains	—EP—	Eaux Pluviales
		Cul	Cuisine	—EU—	Eaux Usées
		Wc	Toilette	140,00	Altitude (non reliée au système NGF)

**Légende Projet :**

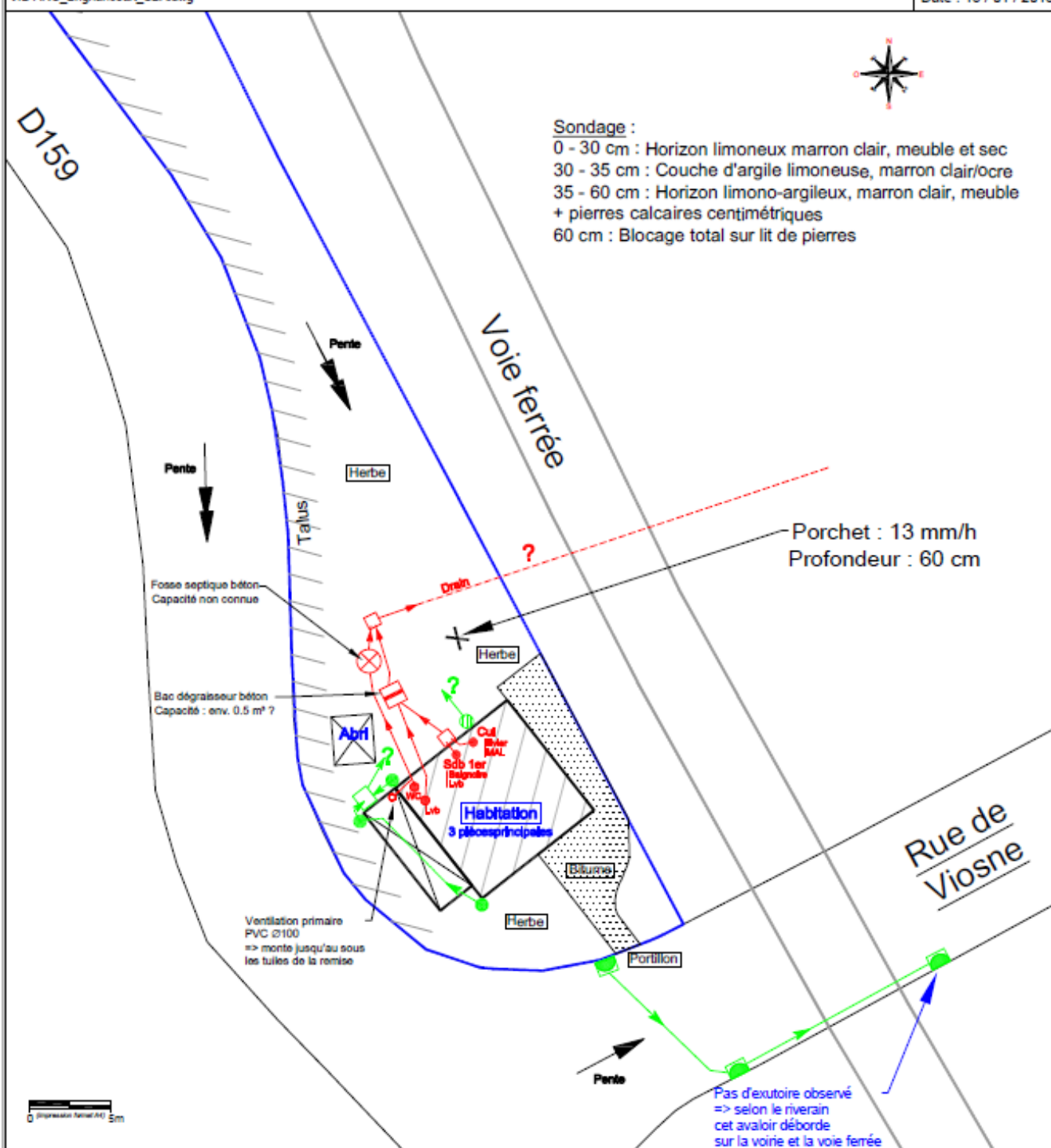

Conformité : Non

M. BIER Kleber (Locataire) - Mme DRUENNE - BOITVEAU Nadine (Propriétaire)  
Adresse : 50 Rue de la Viosne

Dossier : 016 47783

VID ANC\_Brignancourt\_SDA.dwg

Date : 18 / 01 / 2018



**Remarques :**

Le dispositif d'assainissement n'est pas conforme à la réglementation en vigueur.  
En effet, la ventilation secondaire est absente et le dispositif de traitement est inexistant.

A titre  
Indicatif

—	Limite cadastrale
—	Eau potable
—	Gaz
—	Télécom
—	Électrique

Nota

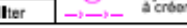
Les réutilisations éventuelles des canalisations et ouvrages existants ainsi que leurs états et positions, ne sauraient engager la responsabilité du bureau d'études.

**Légende Existant :**

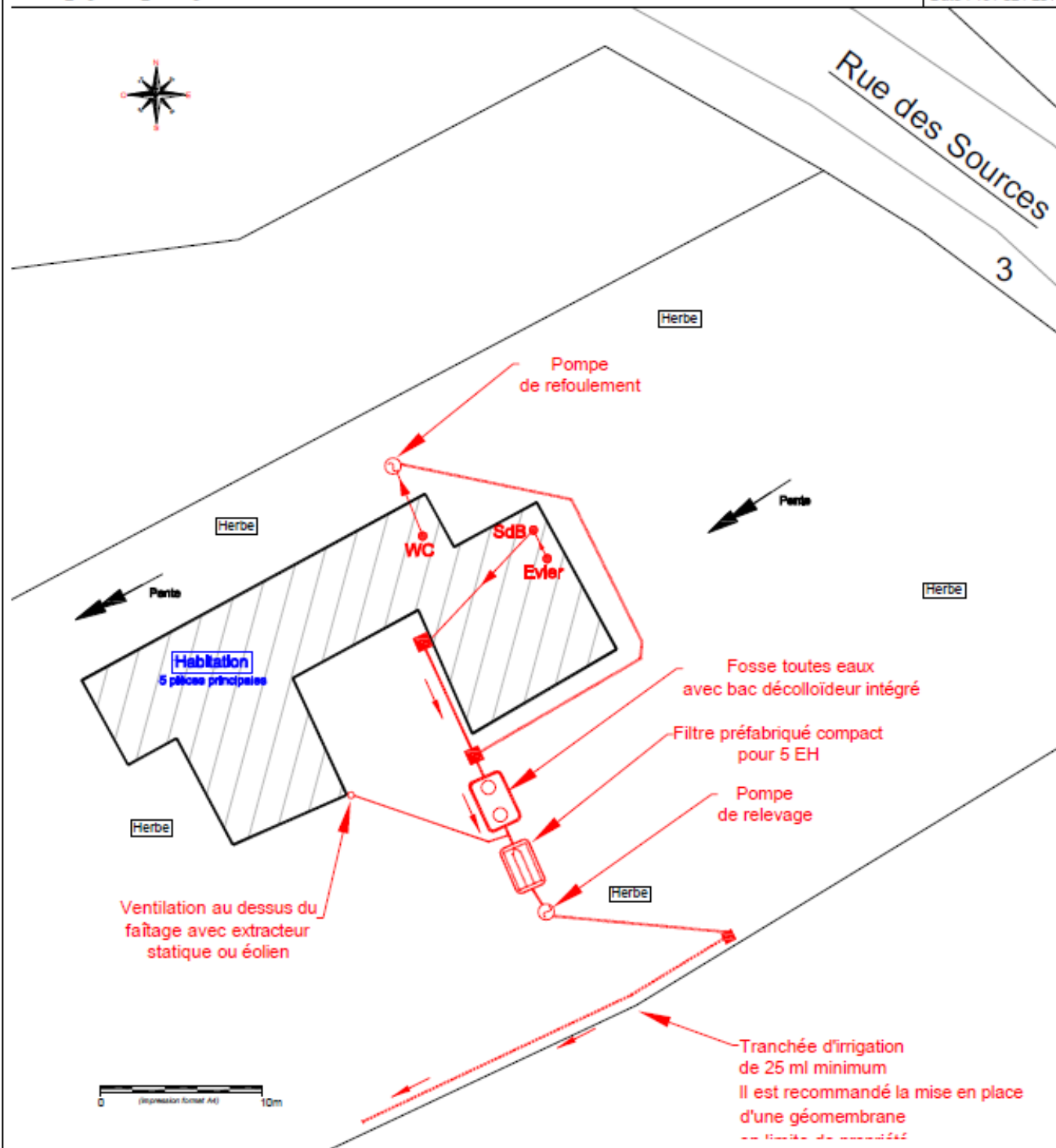

EM	Eaux Ménagères	Lvb	Livabo
EV	Eaux Vannes	Mal	Machine à Laver
Sdb	Salle de bains	EP	Eaux Pluviales
Cul	Cuisine	EU	Eaux Usées
Wc	Toilette	140.00	Altitude (non relié au système HSP)

**Légende Projet :**


## ANNEXE 4 : PROJETS DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ANC







Légende Existant :				Légende Projet :			
	Fosse Septique		Puits / Puits		Eau Ménagère		Lavebo
	Fosse Toutes Eaux		Pompe		Eau Vannes		Machine à Laver
	Filtre		Grille / Siphon		Salle de bain		Eau Pluviale
	Bac Dégraisseur		Grille de garage		Cuisine		Eau Usée



